



LES DOSSIERS

DE VISA

#16

Mars 2026

L'ANTIFASCISME :

UNE NÉCESSITÉ

FACE AUX VIOLENCES

HISTORIQUES

**DE L'EXTREME
DROITE**



WWW.VISA-ISA.ORG



ASSOVISABIS@GMAIL.COM



ASSOCIATION VISA



**ADHERER A VISA
S'ABONNER A LA NEWSLETTER
AVOIR DES INFOS...
VISITEZ NOTRE SITE !**

Le 14 février 2026, Quentin Deranque est décédé à Lyon suite à une rixe dont la ville est malheureusement devenue coutumière depuis que différents groupes d'extrême droite s'y sont installés. Ce qui fait que la Préfecture du Rhône traîne aujourd'hui le calamiteux surnom de capitale de l'extrême droite. VISA ne se revendique pas des modalités d'actions qui ont abouti à ce drame qu'est la mort d'un jeune homme de 23 ans. Même si celui-ci était un militant qui est passé par différentes organisations fascistes, qu'il faisait partie d'un groupe qui préparait une attaque et que les personnes visées ont riposté, rien ne peut justifier sa mort.

Syndicalistes donc antifascistes, nous sommes régulièrement la cible de la violence de ceux qui se réclament de la seule idéologie politique qui envisage réellement l'élimination de celles et ceux qu'elle désigne comme ses adversaires. De fait, comme d'autres mouvements, les syndicats ont été régulièrement confrontés à la violence de l'extrême droite, et ils ont nécessairement dû s'organiser pour y faire face. Mais il n'a jamais été question de s'abaisser à utiliser les mêmes méthodes que l'extrême droite, parce que nous

savons que c'est exactement ce qu'elle cherche : se présenter en victime. Le mouvement syndical s'est historiquement inscrit dans le camp de la vie et l'égalité des droits pour toutes et tous.

L'extrême droite et une partie de la classe politique ont développé un narratif avec des objectifs différents mais tout aussi consternants l'un que l'autre. Pour l'extrême droite ce fut l'opportunité d'une immonde récupération sur fond d'inversion des valeurs, visant à se faire passer pour des anges en criminalisant les organisations progressistes se revendiquant de l'antifascisme. Pour une large partie de la classe politique, comprenant aussi l'extrême droite, ce fut aussi l'occasion d'un immonde calcul électoral visant à discréditer une partie des organisations de gauche à la veille d'échéances électorales. Nos organisations sont porteuses de valeurs humanistes, progressistes et émancipatrices. Puisque la violence est dans son ADN, nous ne laisserons pas l'extrême droite nous réduire à de la violence afin de se faire passer pour ce qu'elle n'est pas. Ce dossier doit permettre à chacun·e de remettre les faits en bon ordre afin de comprendre le contexte historique de ce qui se passe à Lyon mais aussi ailleurs.

ANTIFASCISME

L'opposition au fascisme, à ses organisations et aux régimes politiques qu'il a mis en place, a toujours été un marqueur très important des luttes émancipatrices. En fonction des situations politiques et des rapports de forces, l'antifascisme a pu prendre des formes variées tant dans ses modalités d'action que dans l'arc des

forces politiques, associatives et syndicales qui s'y impliquaient.

VISA a toujours mis en avant la nécessité de mobilisations unitaires et massives, condition indispensable pour s'opposer victorieusement à la vague brune qui risque de déferler à nouveau, 80 ans après la défaite du nazisme en Europe.



COMMUNIQUE INTERSYNDICAL SOUTIEN A L'UD SOLIDAIRES 69

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, CNT et CNT SO apportent leur soutien plein et entier à l'Union Départementale Solidaires 69, dont le local a été attaqué par l'extrême droite dans la nuit du 14 au 15 février 2026. Cette attaque fait suite aux propos tenus par l'extrême droite les associant, à tort et sans aucune preuve, aux violences qui ont conduit à la mort tragique d'un militant d'extrême droite.

Elle est un exemple de la volonté de mettre sous pression les organisations syndicales. La défense des libertés syndicales, de la liberté d'expression, d'opposition et de contestation est fondamentale pour nos organisations syndicales qui continuerons d'être mobilisées pour défendre les droits et libertés syndicales et à dénoncer les stratégies d'intimidation à leur encontre.

Lyon, le 18 février 2026



COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CNT-SO, CNT du Rhône dénoncent l'**attaque à la barre de fer** du local de l'Union Départementale Solidaires Rhône dans la nuit du 14 au 15 février 2026 ainsi que la **menace d'attaque à la bombe** sur les locaux du syndicat CGT de la Ville de Lyon reçue le 21 février 2026.

Ces attaques font suite à des **associations fallacieuses suggérées par l'extrême droite** après les violences qui ont conduit à la mort tragique d'un militant nationaliste. La menace reçue par la CGT Ville de Lyon a été revendiquée par des individus ouvertement d'extrême droite.

Ces attaques sont des exemples de la volonté de mettre sous pression les organisations syndicales.

La **défense des libertés syndicales, de la liberté d'expression, d'opposition et de contestation** est fondamentale pour nos organisations syndicales. Elles continueront d'être mobilisées pour défendre les droits et libertés syndicales et pour dénoncer les stratégies d'intimidation à leur encontre.

Nos organisations appellent à un

RASSEMBLEMENT INTERSYNDICAL
Le mardi 3 mars à 12h30
Devant la Bourse du travail
Place Guichard à Lyon

Lyon, le 24 février 2026

À l'heure où en France, le RN est aux portes du pouvoir et où dans de multiples villes des bandes fascistes veulent faire régner leur « ordre », l'heure est à la construction d'une riposte antifasciste solide et ouverte à toutes les forces syndicales, associatives et progressistes qui veulent s'y atteler.

Dans le lointain passé des années 30, deux événements nous rappellent que cet objectif n'est pas toujours illusoire ou voué à l'échec :

- La manifestation intersyndicale du 12 février 1934, après le coup de force fasciste du 6 février, qui a été le coup d'envoi de la grande mobilisation sociale de 1936 puis du Front Populaire
- La grande manifestation ouvrière du 4 octobre 1936 à Londres (la bataille de Cable Street) qui a mis en déroute la parade du parti pronazi anglais (le BUF) et la Police qui le protégeait. Cette victoire a entraîné le début du déclin du parti fasciste britannique.

Plus près de nous, dans les années 1990, à un moment où le FN paraissait dans les rues le 1^{er} mai et commençait à conquérir ses premières villes, des manifestations unitaires massives ont remobilisé le camp antifasciste comme à Strasbourg en 1997 où 70000 antifascistes ont défilé face au congrès du RN qui s'y tenait. Les grandes manifestations de 2002 entre les deux tours de la Présidentielle sont aussi le témoignage que le sursaut populaire antifasciste est toujours possible et devra encore l'être en 2027.

Aujourd'hui c'est la population de Minneapolis aux USA qui a montré la voie d'une résistance antifasciste victorieuse aux violences menées par

ULTRADROITE

L'utilisation du terme ultradroite commence dans les années 90 à l'initiative des renseignements généraux qui suite à une réforme se sont vu interdire d'enquêter sur les partis politiques. Il sera ensuite repris par certains journaux. Ce terme regroupe dans un même groupe des réalités bien différentes, il ne s'agit que d'une catégorie utilisée aujourd'hui par la DCRI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure). Cette catégorisation est critiquée car elle laisse entendre qu'il n'y aucun lien entre les courants d'extrême droite violents avec l'extrême droite électoraliste et légaliste.

Trump et sa milice fasciste ICE : Par ses actions de harcèlement démocratique (sifflets pour prévenir les migrants ; chasse aux voitures banalisées de la milice) et par ses manifestations massives, elle a contraint l'administration Trump à retirer l'ICE de la ville.

Tous ces exemples, par-delà la diversité des contextes historiques, montrent la voie d'un antifascisme conquérant, large et unitaire, avec ses valeurs progressistes, émancipatrices et égalitaires.

LYON

Lyon est une ville où l'extrême droite fait des scores électoraux relativement faibles par rapport à la moyenne nationale mais où, paradoxalement, existe un contexte favorable à l'émergence et au développement des groupuscules les plus violents. En effet, Lyon a, tout d'abord, un pôle intellectuel d'extrême droite, historiquement autour de l'ancienne implantation du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) à l'université Lyon III, dont les travaux ont irrigué les idéologies aussi bien des courants identitaires que des nationalistes révolutionnaires, et, aujourd'hui, de l'ISSEP (Institut de Sciences Sociales Économiques & Politiques), l'école de Marion Maréchal Le Pen. Mais Lyon connaît aussi l'implantation de l'extrême droite dans les tribunes de son stade, qui fournit ainsi des troupes disponibles pour des actions violentes. Ce contexte s'est traduit, à partir de 2010 par un fort développement des groupuscules violents, avec une stratégie d'implantation à partir de locaux qui servent de lieux de rencontre, de formation et de bases pour lancer actions et agressions.

La radicalisation de la jeunesse masculine.

La mort de Quentin Deranque est celle d'un combattant qui a été envoyé au front par des chefs qui ont du sang sur les mains tellement ils valorisent la violence physique et le goût des armes. Pour instruire sa jeunesse à la haine, l'extrême droite organise des stages tel que ceux de l'Abbé Matthieu Raffray, qui ne propose rien de moins que de « former des catholiques virils ». Ce prêtre catholique intégriste a eu l'occasion de participer à l'université d'été d'Academia christiana durant lesquels les stagiaires ont participé à des formations où s'enchaînent entraînement au combat et prière sous le slogan « Bagarre, bagarre, prière ».

Au fil du temps voici les différentes mouvances, avec chacune leurs locaux :

- les néonazis de **Blood and Honour**, qui ouvrent en 2010 un local de supporters à proximité du stade, local qui sera fermé suite à des mobilisations unitaires. Depuis, ils se

bornent à organiser des concerts et tournois de freefight dans la région.

- les identitaires qui ouvriront un bar, **la Traboule**, en 2011 et une salle de sport de combat, **l'Agogé**, en 2017. Ils feront face à plusieurs dissolutions sans fermeture de leurs locaux avant la dernière en 2024 qui

s'accompagnera de la fermeture de leurs locaux et de l'arrestation de plusieurs de leurs cadres, notamment après des agressions au couteau ;

- les nationalistes révolutionnaires, autour, notamment du **GUD** (Groupe Union Défense), puis du **Bastion**



VISA soutient sans réserve les militant.es de Solidaires Rhône et de VISA 69

Suite à la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque jeudi 12 février et à son instrumentalisation nauséabonde, VISA apporte son soutien sans réserve aux camarades de Solidaires Rhône dont le nom du syndicat a été scandalement associé à ce tragique événement et dont le local a fait l'objet de dégradations dans la foulée.

En effet, Alice Cordier, porte-parole du groupe identitaire Némésis, avait jeté en pâture le nom de Solidaires Rhône sur le plateau de CNews jeudi soir, l'associant à tort et sans la moindre preuve aux violences, dont « le contexte et les circonstances de ces faits doivent être déterminés » selon le parquet, qui ont causé la mort du militant d'extrême droite.

Ces procédés répugnants désignant les militant.es et les locaux de Solidaires Rhône comme des cibles pour toute la fachosphère sont inacceptables.

Même si ce ne sont pas les premières attaques à l'encontre de militant.es et de locaux syndicaux, elles interviennent dans un climat délétère entretenu tout autant par l'extrême droite, par les médias proches d'elle, par la droite et, encore plus grave, par certains membres du gouvernement et par le premier ministre.

Quant à l'intervention du président E. Macron, on peut légitimement se demander quel intérêt poursuivait-elle.

Les syndicalistes antifascistes du Rhône sont confronté.es régulièrement depuis plus de 15 ans à la violence des groupes d'extrême droite, que ce soit en manifestation ou dans leur activité syndicale quotidienne, ainsi que de nombreuses associations, organisations politiques de gauche, des librairies et lieux progressistes.

L'impunité et les plaintes classées sans suite doivent cesser et toute la lumière doit être faite de manière impartiale sur les événements du 12 février.

Dans ce contexte, VISA tient à exprimer son total soutien et sa solidarité aux camarades de Solidaires Rhône, et aussi à celles et ceux de VISA 69.

Paris, le 18 février 2026

Social et enfin de **Lyon Populaire** puis **Audace** au fil des différentes dissolutions. Si cette mouvance a eu parfois ses propres locaux, elle bénéficie ces derniers temps de ses affinités avec les milieux intégristes catholiques pour trouver des lieux de réunion ;

- **l'Action Française** qui a un local sur la Presqu'île, et qui centre ses actions sur de la formation, recrutant des jeunes qui, parfois, partent ensuite vers les autres mouvances pour retrouver de l'action violente. A ces mouvances, se rajoutent Némésis, qui recrute des hommes dans toutes les mouvances pour accompagner leurs actions, et les catholiques intégristes autour **d'Academia Christiana** et diverses associations.

Les violences ont été multiples, aussi bien des passages à tabac de militants syndicaux ou politiques réels ou supposés, de personnes racisées ou de personnes LGBTQIA+, parfois à coups de couteaux, des attaques contre des locaux syndicaux, associatifs ou politiques, des attaques contre des manifestations ou des événements publics,... Ce sont plus d'une

centaine de faits recensés en 15 ans, dont certains ayant affecté des personnes avec des séquelles à vie et laissées parfois pour mortes.

Les réponses lacunaires, sporadiques et souvent trop tardives des pouvoirs publics, si elles ont amené à la fermeture de certains locaux et à la dissolution de certains groupes, n'ont pas permis d'endiguer la spirale de violence que nous connaissons, d'autant qu'à chaque tête de l'hydre fasciste coupée, deux autres repoussent et se lancent dans une forme de surenchère de la violence pour assurer son leadership.

Face à cet état de fait, très tôt, des réponses unitaires ont été construites, à la fois via des mobilisations de rue pour demander la fermeture des locaux, un travail pointilleux de recensement des agressions et d'assistance aux victimes, un travail en lien avec les copropriétés des locaux pour qu'elles fassent pression sur les bailleurs, avec la Mairie, pour faire pression sur

la fermeture des locaux ainsi que le développement de formations communes pour être en capacité de sécuriser ensemble nos mobilisations face aux attaques régulières. Un travail aussi pour faire pression sur l'OL, le club de foot lyonnais, pour les sensibiliser à la problématique de certains de leurs supporters.

Ces réponses ont permis d'obtenir des périodes de recul provisoire de la violence, notamment quand les locaux ont fermé, et de sécuriser nos mobilisations mais n'ont jamais réussi à stopper totalement la dynamique. Cependant, cela a apporté énormément en termes de solidarité entre organisations et possibilités de travail en commun sur des thématiques ou, ailleurs, nos organisations peuvent se déchirer. Le travail unitaire n'est jamais vain, même si parfois les victoires se font attendre !

LE MARTYR, MYTHE FÉDÉRATEUR DES EXTRÊMES DROITES

Dans sa définition de l'extrême droite, Umberto Eco liste 14 points saillants, dont l'un est **l'état de guerre perpétuel**. La vie doit être consacrée à la lutte, ce qui fait que l'on vit en rupture permanente,

Sébastien Deyzieu

Le 7 mai 1994, le GUD et les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires (mouvement dont le leader est Serge Ayoub et qui sont dissoutes après l'assassinat de Clément Méric) organisent une manifestation pour protester contre la commémoration du cinquantième anniversaire du débarquement américain. Le rassemblement, « Bienvenue aux ennemis de l'Europe ! » a pour objectif de dénoncer « l'impérialisme américain ». Ils sont immédiatement encerclés par les forces de l'ordre. Certains sont cueillis dans les rues avoisinantes. Pour échapper aux policiers en civil, Sébastien Deyzieu tente de se réfugier dans un immeuble, au 4 de la rue des Chartreux, dans le VI^e arrondissement de Paris. Après être monté dans les étages, Sébastien, terrorisé, essaye de fuir par les toits. C'est en tentant de passer du quatrième au cinquième étage, qu'il tombe. En réaction à sa mort, le Comité du 9-Mai (C9M) est créé et défile tous les ans depuis.

Depuis la seconde guerre mondiale il y a en réalité peu de morts du côté de l'extrême droite, chacune étant mise en scène.

entouré de menaces imminentes qui mèneront à une guerre que les fascistes sont destinés à remporter. Pour illustrer cette idée, on peut invoquer l'extrême droite radicalisée qui s'organise en vue d'actions violentes contre les menaces imaginaires comme celle du grand remplacement, du "lobby LGBT".....

Un autre point est le **culte du héros**, que le bon citoyen doit aspirer à être, quitte à y laisser la vie. De fait, tout citoyen est sacrificable, mais ce statut de héros permet d'accéder à une forme de postérité, autant qu'il permet de constituer la mythologie de l'Ur-fascisme (ou fasciste primitif). C'est une idéologie que l'on retrouve chez les martyrs des causes terroristes autant que dans les grandes armées.

En 1930, durant la république de Weimar, l'Allemagne n'est pas encore sous le joug totalitaire, mais elle s'y prépare dans le fracas des rues. Le 14 janvier, un chef de section de la SA, Horst Wessel, est abattu à Berlin lors d'une altercation violente avec des militants communistes. Loin d'être un innocent spectateur, Wessel était un activiste radical, meneur d'un groupe paramilitaire connu pour ses expéditions punitives et sa culture de l'affrontement physique. Pourtant, sous la plume de Joseph Goebbels, la

réalité du militant belliqueux s'efface immédiatement derrière un récit sacré. Le propagandiste nazi saisit l'occasion pour transformer ce fait divers politique en un mythe fondateur. Il réécrit la biographie de Wessel, gommant ses zones d'ombre et sa violence pour en faire un « saint laïc », un martyr pur dont le sacrifice doit crier vengeance. Le but est de transformer l'émotion brute d'un deuil en un carburant idéologique capable de balayer toute nuance.

La fabrication de ce martyr a permis au NSDAP de désigner un ennemi intérieur à éradiquer et de justifier une escalade de la violence au nom de la « légitime défense » de la nation. En sacralisant un homme au rang de martyr, la propagande a réussi à faire accepter l'idée que le sang versé était le seul langage possible. L'hymne « Horst-Wessel-Lied » (ou chanson de Horst Wessel) est devenu le chant de ralliement d'une Allemagne qui sombrait, prouvant que lorsqu'on transforme un activiste en martyr, on ne cherche pas la vérité, on prépare la guerre civile.

L'EXTRÊME DROITE EST UN DANGER MORTEL

Par son histoire, SA, SS, chemises noires fascistes ou le cri de ralliement des franquistes « Viva la muerte » , l'extrême droite charrie une violence

et celle-ci s'exprime dans un imaginaire, un narratif une construction qui perdurera après la seconde guerre mondiale. Violence de rue, attentats, 1700 à 2000 victimes de l'OAS durant la guerre d'Algérie, on idéalise et on se construit dans le cadre de l'extrême droite radicale dans une notion de « soldat politique ». Une équipe de chercheur·es, coordonnée par Isabelle Sommier, tient les comptes de ces violences : d'après leurs données, depuis 2017, six personnes sont mortes du fait d'activistes de droite radicale: les militant·es kurdes Emine Kara, Mehmet Şirin Aydin, Abdurrahman Kizil abattu·es rue d'Enghien à Paris, en 2022 ; le rugbyman argentin Federico Martín Aramburú, tué à Paris en 2022 ; Djamel Bendjaballah, écrasé par un militant de la Brigade française patriote, à Dunkerque (Nord), en 2024 ; Hichem Miraoui, tué parce qu'arabe dans le Var, en 2025... Aujourd'hui, les agressions ont plus que doublé par rapport à la précédente période étudiée (1986-2016). Parmi ces agressions, 70 % émanent d'activistes de droite – visant en majorité des personnes racisées ou perçues comme telles (70 %) et des adversaires politiques (30 %).

SOLIDARITÉ ANTIFASCISTE

La mort de Quentin D. a permis l'ouverture de la fenêtre d'Overton qui rend les choses inacceptables acceptables. Un moment identique à l'assassinat de Charlie Kirk en septembre 2025, une trumpisation de notre société : fake news, adresses personnelles de militant·es diffusées sur les réseaux sociaux, menaces de mort, menaces d'attentats à la bombe, criminalisation d'un parti politique, classement du mouvement « antifa » en mouvement terroriste ... Comme si la lutte contre les extrêmes droites et leurs idées était devenue un crime ! Cela fait bien sûr le jeu du FN/RN à la fois pour les municipales mais aussi les présidentielles, en installant un narratif réactionnaire et nous préparant à une banalisation du fascisme. Face à cela, notre union reste essentielle, créons ensemble des résistances, la lutte antifasciste doit continuer !



[Communiqué de presse] Quand les digues contre le fascisme cèdent, un silence complice

Publié le 24 février 2026

Le 14 février 2026 à Lyon, un militant lié à l'extrême-droite, Quentin Deranque, est décédé à la suite d'un affrontement. Les circonstances de cet événement d'une violence intolérable sont encore à déterminer par le travail d'enquête, sous la direction des juges d'instruction.

Alors que les magistrat-es ont besoin de sérénité pour œuvrer, nombre de responsables politiques se sont empressé-es de désigner des coupables avant l'heure.

Ainsi, le garde des Sceaux s'est à nouveau permis de s'exprimer dans une affaire en cours alors que sa fonction lui impose le silence. Rappelons qu'il est l'autorité hiérarchique des magistrat-es du parquet qui ont eu à connaître et qui connaîtront encore de la procédure.

Le ministre de l'Intérieur, quant à lui, s'est autorisé à établir des responsabilités, avant même la prise de parole du procureur de la République de Lyon, en violation du secret des investigations alors en cours.

Toute la semaine, le débat public a été traversé par des instrumentalisations incessantes.

Ces récupérations, particulièrement médiatisées, ont préparé le terrain au spectacle sidérant auquel nous avons assisté ce samedi 21 février. Des groupuscules d'extrême-droite, dont certains assument de recourir à la violence pour lutter contre la démocratie, l'État de droit et l'égalité de tous et toutes devant la loi, ont défilé dans les rues de Lyon. Certains membres du cortège auraient tenu des propos racistes et homophobes, des saluts nazis ont été observés. Si la commission de certains délits a été signalée au procureur de la République, force est de constater l'absence de réaction des autorités garantes de nos libertés fondamentales, les mêmes qui contribuaient quelques jours auparavant au vacarme ambiant.

À l'heure du bilan de la semaine passée, nous dressons un constat glaçant : les digues cèdent face à la montée des idées fascistes dans l'indifférence générale.

Le Syndicat de la magistrature continuera de dénoncer les compromissions face au danger que représente l'extrême droite et s'inquiète de l'effacement croissant des garants de la démocratie.